

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 Nantes

Nantes, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 Châteaubriant

Références : SRNT-2024-0245
Code AIOT : 0006302454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2024 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté 4-6 rue Lafayette 44110 Châteaubriant. L'inspection a été annoncée le 07/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 7 mars 2024 fait suite à celle du 27 octobre 2023 qui a donné lieu à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2024.

Cette visite a donc pour objectif de vérifier que l'exploitant a mis en oeuvre les actions nécessaires pour répondre aux prescriptions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- 4-6 rue Lafayette 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006302454

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST exerce une activité de tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux. Elle exploite également une station de transit d'ordures ménagères ainsi qu'une installation de préparation de CSR (combustibles solides de récupération).

Elle est soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques suivantes :

- 2714 : Transit, regroupement, tri ou préparation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux ;
- 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes ;
- 2718 : Transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ;
- 2791 : Traitement de déchets non dangereux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Cloture du site	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Evacuation des déchets présents sur le site contigu ABRF Industries	AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats faits sur le site de la société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST et sur le site contigu ABRF Industries, considérant que l'exploitant a réalisé les actions qui lui étaient prescrites par arrêté préfectoral du 5 février 2024, il est proposé de lever cette mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cloture du site

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Cloture du site
Prescription contrôlée : La société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST est mise en demeure de respecter l'article 7.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 décembre 1998 en clôturant sous 1 mois le passage entre le site de la société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST et le site contigu ABRF Industries.
Constats : Un portail fermé par un cadenas a été mis en place en limite du site BARBAZANGES TRI OUEST au niveau de la voirie aménagée au niveau de l'angle nord-est du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Evacuation des déchets présents sur le site contigu ABRF Industries

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/02/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : La société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST est mise en demeure de respecter l'article L. 541-2 du code de l'environnement en faisant évacuer pour traitement les déchets présents sur le site contigu ABRF Industries issus de ses activités et présentant des risques sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. À l'issue des opérations d'évacuation des déchets leur appartenant, la société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST transmet à l'inspection des installations classées un récapitulatif des tonnages évacués et un justificatif des filières de traitement utilisées.
Constats : Lors de l'inspection sur le site contigu ABRF Industries, il est constaté l'évacuation des déchets présentant des risques appartenant à la société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST. Les derniers éléments transmis par courriel de l'exploitant le 18 mars 2024 permettent de justifier les tonnages et les filières de traitement utilisées pour les déchets évacués. L'exploitant a communiqué le registre des déchets sortants pour l'ensemble des déchets présentant des risques. Il a par ailleurs transmis les bons de livraison pour les plastiques (370,3 tonnes évacuées), les pneus (213,5 tonnes évacuées), ainsi que les bordereaux de suivi de déchets pour les semences (29,5 tonnes évacuées).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure